

CHAPITRE 11 – LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE**I - LES SOURCES DU CHOMAGE****A - Définir et mesurer le chômage****1. Définitions****Doc 1 : Deux définitions du chômage**

1. a) Agnès est au chômage au sens du BIT, elle est demandeuse d'emploi de catégorie A. b) Mario n'est pas chômeur au sens du BIT, il est cependant demandeur d'emploi de catégorie B.

c) Amel n'est pas au chômage selon les critères du BIT, elle est en revanche demandeuse d'emploi de catégorie E.

d) Dimitri ne répond pas aux critères du chômage retenus par le BIT car il suit une formation qui l'empêche d'être disponible pour prendre un emploi, mais il est demandeur d'emploi de catégorie D.

e) Paolo n'est pas au chômage selon les critères du BIT, et il n'est plus demandeur d'emploi car non inscrit à Pôle emploi.

2. Taux de chômage au sens du BIT = [Effectif de chômeurs au sens du BIT] / [Nombre total des actifs] = (2 366 000 / 28 800 000) = 8,22 %

En France, au deuxième trimestre 2019, 8,22 % des actifs étaient au chômage au sens du BIT.

Taux de demandeurs d'emploi de catégorie A = [Nombre d'inscrits à Pôle emploi de catégorie A] / [Nombre total des actifs] = (3 377 000 / 28 800 000) = 11,73 %

En France, au deuxième semestre 2019, les demandeurs d'emploi de catégorie A représentaient 11,73 % de la population active selon Pôle emploi.

3. La différence de mesure du chômage s'explique par une définition différente selon le BIT ou Pôle emploi. La définition du BIT permet de construire des statistiques de chômage comparables entre les pays : il faut avoir été totalement sans emploi pendant une semaine (pas même une heure de travail), être disponible pour occuper un nouvel emploi dans les 15 jours et avoir recherché un emploi activement durant les quatre dernières semaines. La définition de Pôle emploi permet à cet organisme de gérer l'indemnisation du chômage. Donc, pour entrer dans la catégorie A de Pôle emploi, il suffit d'y être inscrit et de justifier d'une recherche active d'emploi, sans avoir travaillé au cours du mois précédent. Mais d'autres catégories de demandeurs d'emploi ont droit à une indemnisation.

Exercice 1 : Un taux de chômage plus ou moins élevé selon la frontière prise en compte

- Le taux de chômage le plus élevé (inclus sous-emploi et Halo) est de 18.9% contre seulement 9% pour le taux observé soit 9,9 points de plus (3 fois plus)
- Les trois indicateurs de chômage ont augmenté d'autant plus que l'on élargit leur nombre : le taux observé est passé de 6.9 à 9 (+2.1 points), celui intégrant le sous-emploi de 11.9 à 14.8 (+2.9 points) et celui intégrant sous-emploi et halo de 15.2 à 18.9% (+3.7%).

2. Evolution du chômage**Doc 2 : L'évolution du chômage**

a. Par combien le nombre de chômeurs a-t-il été multiplié entre 1975 et 2019 ?

$2\,366 / 644 = 3,7$ Le nombre de chômeurs, mesuré par l'Insee en France entre 1975 et 2019, a été multiplié par 3,7.

b. Calculez le pourcentage d'évolution du nombre de chômeurs entre 2015 et 2019.

$[(2\,366 - 2\,858) / 2\,858] \times 100 = -17,2 \%$ Le nombre de chômeurs a diminué de 17,2 % entre 2015 et 2019.

c. Le taux de croissance annuel moyen entre 1975 et 2019 est de 3 %. Que signifie ce résultat ?

Il signifie que le nombre de chômeurs a augmenté de 3 % en moyenne tous les ans sur cette période.

Exercice 2 : taux de chômage et taux d'emploi, des indicateurs complémentaires

1. En 2018, environ 8,5 % des actifs sont au chômage et presque 56 % des personnes âgées de 15 à 74 ans sont en emploi.

2. Par exemple, en 2006, le taux d'emploi augmente, passant de 55 % des 15-74 ans en emploi contre 56,5 % début 2008, soit une hausse de 2,7 %. Dans le même temps, le taux de chômage va chuter, passant de 9 % de la population active début 2006 à 7 % début 2008, soit une baisse de 22,2 %.

3. Lorsque le taux d'emploi augment, cela signifie que des personnes en âge de travailler ont trouvé en emploi. S'ils étaient au chômage, ils sortent donc de cette situation.

B – Les causes conjoncturelles du chômage**1 - La relation croissance emploi****Doc 3 : Quel lien entre croissance économique et chômage en France ?**

1. Selon l'INSEE en France en 2018 le taux de chômage est d'environ 8.5% et la croissance économique de 2%
2. Il ya une corrélation négative entre taux de chômage et taux de croissance, souvent décalée d'un an: quand la croissance augmente, le taux de chômage diminue et reciproquement. Par exemple :
 - Entre 2007 et 2009 : la croissance s'effondre, elle passe de 2.1 à -3.5%, le taux de chômage augmente à partir de 2008 de 7 à 9 % en 2011./12
 - Entre 2014 et 2018, la croissance repart, elle passe de 0.5 à 2%, le taux de chômage baisse à partir de 2015 de 10 à 8.7% environ.
3. Non, la corrélation négative entre croissance et chômage n'est pas toujours vérifiée. Par exemple, entre 2003 et 2004, la croissance s'accélère, passant de 1 à 3 %, alors que le taux de chômage continue d'augmenter (+0,5 point sur la même période). De même, entre 2007 et 2008, la croissance baisse de 2 points (elle passe de 2,5 % à 0,5 %) alors que le taux de chômage poursuit une tendance de baisse (-0,5 point entre les deux années). Il y a d'autres facteurs qui influencent l'évolution du taux de chômage : effet de flexion, politique de radiation...

Exercice 3 : mesurer la productivité

1. La productivité en volume par tête :
$$\frac{\text{Nombre de véhicules produit}}{\text{Effectif salarié}}$$
2. 1982 : 7.7 Voitures par Salarié, 1991 : 13.1 V/S, 2009 : 35.8 V/S
3. Les gains de productivité ont été multipliés par 4.65 ! (+365%)

C – Les causes structurelles du chômage**2 - Les rigidités du marché du travail****L'appariement entre offre et demande d'emploi : Doc 4 : un taux de chômage inégal sur le territoire**

1. Taux de chômage à La Réunion (24,3 %) – Taux de chômage à Paris (7 %) = 17,3 En 2019, le taux de chômage à La Réunion dépasse de 17,3 points de pourcentage celui de Paris, selon l'INSEE.
2. On peut envisager que le chômage ne soit pas le même partout en France métropolitaine parce que la répartition des demandeurs et des offreurs d'emplois n'est pas égale dans toutes les régions. Les régions sont plus ou moins dynamiques du point de vue de la production et de la création d'emplois.
3. Les chômeurs des Pyrénées-Orientales ne sont pas forcément en mesure de chercher un emploi dans une autre région : si leur conjoint a déjà un emploi dans la région, ou s'ils sont dans l'impossibilité de se déplacer, ils seront contraints de rester à chercher un emploi sur place. En outre, la recherche d'emploi à distance est souvent moins fructueuse car la personne ne bénéficie pas de son réseau social de proximité pour amplifier ou appuyer sa recherche.

L'inadaptation des institutions :**Doc 5 : Vidéo - Smic et chômage structurel**

1. Le Smic (salaire minimum interprofessionnel de croissance) est un salaire minimum fixé par l'État, qui lui donne un « petit coup de pouce » au mois de juillet. Il est indexé selon l'inflation.
2. Le Smic nuirait à l'emploi des moins productifs, souvent assimilés aux moins qualifiés, car ils coûteraient plus cher à l'entreprise que ce qu'ils leur rapporteraient, leur productivité serait inférieure à leur salaire, le Smic. Cela n'inciterait pas les entreprises à embaucher les moins qualifiés et augmenterait donc leur chômage.
3. Certains pensent que le Smic permet de lutter contre la pauvreté, de soutenir la consommation et de permettre aux entreprises de former leurs salariés pour augmenter leur productivité.

II – LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE**A – Combattre le chômage conjoncturel****1 - La Politique Economique Conjoncturelle**

Doc 6 : relancer l'économie pour protéger l'emploi ?

1. L'illustration met en scène un producteur/vendeur de fruits et légumes et une cliente/acheteuse dans un supermarché.
2. Le dessinateur met en évidence le paradoxe suivant : les entreprises ont besoin de vendre leur production pour rentabiliser leur activité, mais elles se retrouvent face à des consommateurs qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour acheter leurs produits. Si cette situation perdure, les entreprises seront contraintes de ralentir ou arrêter leur activité, créant ainsi du chômage, ce qui réduira les revenus distribués et réduira davantage le pouvoir d'achat des ménages (cercle vicieux).
3. On peut imaginer une intervention publique en faveur du pouvoir d'achat des ménages, par le biais de politiques conjoncturelles augmentant les revenus de transfert, ou se substituant à la demande privée (commandes publiques et grands travaux).

B – Combattre le chômage structurel**1 - La baisse du coût du travail en question****Doc 7 : combien coûte une heure de travail en France ?**

1. En France en 2019, un salarié au SMIC coûtait 1 615 euros à son employeur [1 183 + 338 + 94].
2. Le salarié reçoit le salaire net, soit 1 183 euros, c'est-à-dire la part du coût du travail déduction faite des cotisations sociales patronales et salariales.
3. Les cotisations sociales représentent 26,81 % du coût d'un salarié au SMIC $[(94 + 338) / 1615]$. Elles pèsent 42,33 % du coût d'un salarié rémunéré 1,5 fois le salaire minimum $[(535,5 + 767) / 3077]$ et 43,26 % pour un salarié dont la rémunération est équivalente à 2 SMIC $[(704 + 1100) / 4170]$.
4. Cet écart s'explique par les exonérations de cotisations sociales (« charges patronales ») sur les bas salaires autour du SMIC.

Exercice 4 : La baisse du coût du travail : de la théorie à la réalité

1. En France, au 3e trimestre 2019, 8,4 % de la population active française était au chômage, alors que dans l'ensemble de l'UE, c'est 6,3 % de la population active qui est au chômage.
2. Le coût du travail dans l'UE était d'environ 27,5 euros par heure, dont 20,5 euros provenaient des salaires et 7 euros des autres coûts.
3. La France et l'Allemagne ont un coût du travail assez proche, aux alentours de 35 euros en moyenne par heure pour un salarié, mais, en France, la part des autres coûts – dont les cotisations sociales – pèsent plus dans le coût du travail qu'en Allemagne : 11,5 euros / 35,5 en France, soit 32 % contre 7,5 / 35 = 21,4 %
4. Certains pays ont un coût du travail élevé et un faible taux de chômage. C'est le cas du Danemark, où le coût du travail s'élève à presque 40 euros par heure, et leur taux de chômage est à peine plus élevé que celui de la Bulgarie puisque 4,9 % des actifs danois sont au chômage.

2 - Former et flexibiliser le marché du travail**Le rôle de la formation : Doc 8 : des formations continues, pour qui ?**

1. En 2016 en France, 22 % des individus sans diplôme ont suivi au moins une formation au cours des 12 mois précédents l'enquête réalisée par l'INSEE.
2. Les adultes qui bénéficient le plus d'une formation sont les individus diplômés du supérieur long et en emploi ; ceux qui en bénéficient le moins sont les inactifs (hors retraités) sans diplôme.
3. On constate que les principaux bénéficiaires des politiques de formation continue ne sont pas les individus les plus fragiles sur le marché du travail ou ceux qui en auraient le plus besoin pour retrouver un emploi. Cela peut s'expliquer par une plus faible propension au recours à ces dispositifs. Les personnes sans emploi et non diplômées sont exclues des formations dispensées par les entreprises pour leurs salariés et bénéficient d'un moindre accès à l'information et d'un rapport plus difficile aux procédures ouvrant droit à formation continue. Au contraire, les individus toujours en emploi et diplômés peuvent s'estimer plus légitimes à bénéficier de ces dispositifs dont ils ont connaissance et pour lesquels ils ont un accès facile et une plus grande appétence, du fait qu'ils ont déjà été en réussite face à un examen puisqu'ils sont diplômés.

La flexibilité du marché du travail : Doc 9 : la flexibilité du marché du travail aux Etats-Unis

1. On qualifie de « flexible » un marché du travail qui se rapproche du modèle de concurrence parfaite : mobilité des facteurs de production, liberté d'entrer et de sortir du marché, auto-ajustement des salaires selon l'offre et la demande.

2. Le marché du travail aux États-Unis est peu rigide, il est « l'un des plus flexibles des pays de l'OCDE », ce qui s'observe lors des récessions où la hausse du chômage est ample et rapide, et la baisse, elle aussi, ample et rapide lors de la reprise. Le marché du travail américain se caractérise par un ajustement systématique et sans contrainte des effectifs et des salaires selon les fluctuations de l'activité, la grande mobilité des travailleurs (aussi bien professionnelle que géographique), et un salaire minimum et une protection sociale « peu généreux ».

N. B. : Cette faible rigidité ou forte flexibilité entraîne une productivité du travail peu sensible aux variations de la conjoncture.

3. Un marché du travail flexible présente l'avantage d'un appariement rapide et d'un taux de chômage généralement faible. Les entreprises et les travailleurs, notamment les moins qualifiés, peuvent ainsi aisément embaucher/trouver un emploi. En revanche, soumis aux fluctuations économiques, ce type de marché du travail peut connaître des variations du taux de chômage très importantes, au détriment du bien-être des travailleurs. Le taux de chômage a par exemple été multiplié par deux aux États-Unis entre janvier 2007 et octobre 2009, notamment parce que la baisse des besoins de main-d'oeuvre s'est traduite par des suppressions d'emplois plutôt que par la réduction du nombre d'heures travaillées pour chaque employé. Cette augmentation rapide du chômage lors des récessions peut aussi être procyclique, c'est-à-dire inflationniste lors des phases d'expansion, et récessive lors des récessions (cercle vicieux).